



CHAPITRE 165

CHAPTER 165

Loi constituant en corporation le "Séminaire de Sainte-Thérèse"

An Act to incorporate the "Seminary of St. Therese"

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préambule.

AT TENDU que Son Excellence Monseigneur Émilien Frenette, évêque catholique romain de Saint-Jérôme, demeurant en la cité de Saint-Jérôme, district électoral de Terrebonne, a, par sa pétition, représenté:

Qu'il existe en la ville de Sainte-Thérèse un séminaire, ci-après appelé le "séminaire", pour l'éducation et l'instruction des jeunes gens qui se destinent au sacerdoce et aux carrières libérales et scientifiques;

Que ce séminaire a beaucoup progressé depuis sa fondation et est appelé à se développer encore plus comme conséquence de l'expansion extraordinaire que connaît la province, et spécialement la région où il se trouve;

Que ce séminaire est actuellement détenu et contrôlé par la "Corporation du Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse" constituée par une loi adoptée en 1845, soit le statut 8 Victoria, chapitre 100;

Que la structure et les pouvoirs de cette dernière corporation ne sont plus appropriés aux besoins de ce séminaire et ne semblent pas conformes à la réglementation ecclésiastique introduite par le Code de droit canonique;

Qu'il y a lieu que ce séminaire soit détenu et contrôlé par une nouvelle corporation;

Que la "Corporation du Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse" a consenti à l'extinction de sa charte et à l'abandon de ses biens à la corporation à être constituée

WH E R E A S His Excellency Monseigneur Émilien Frenette, Roman Catholic bishop of Saint-Jérôme, residing in the city of Saint-Jérôme, in the electoral district of Terrebonne, has, by his petition, represented:

That there exists in the town of Sainte-Thérèse a seminary, hereinafter called the "seminary", for the education and instruction of young men who intend to enter the priesthood or to follow liberal or scientific careers;

That such seminary has greatly progressed since its foundation and is destined for still greater development as a consequence of the extraordinary expansion of the province, and especially of the region where it is situated;

That such seminary is presently in the possession and control of the "Corporation du Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse" created by an act passed in 1845, namely the act 8 Victoria, chapter 100;

That the structure and powers of this corporation are no longer appropriate to the needs of such seminary and do not seem to be in conformity with the ecclesiastical regulation introduced by the Code of Canon Law;

That it is expedient that such seminary be held and controlled by a new corporation;

That the "Corporation du Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse" has agreed to the cancellation of its charter and to the transfer of its property to the corporation

par la présente loi, tel qu'il appert d'une résolution adoptée à une assemblée de ses membres, tenue en la ville de Sainte-Thérèse, le onze octobre 1957, sous la présidence de Son Éminence le Cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal;

Attendu qu'il convient d'accéder à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitution. **1.** Est par la présente loi constituée une corporation ci-après appelée la "corporation" sous le nom en français de "Séminaire de Sainte-Thérèse", et en anglais, de "Seminary of St. Therese".

Siège social. **2.** Le siège social de la corporation est en la ville de Sainte-Thérèse, district électoral de Terrebonne.

Membre. **3.** La corporation a comme membre le prêtre nommé à l'occasion, recteur du séminaire par le visiteur ci-après mentionné, qui a le pouvoir de le révoquer à volonté.

Remplacement. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du recteur, le vice-recteur du séminaire, nommé lui aussi par le visiteur, agit comme membre de la corporation.

Carence de membre. La corporation subsiste malgré la carence de membre.

Fins. **4.** Les fins de la corporation sont l'éducation et l'instruction des jeunes gens, et spécialement la gestion et la direction de séminaires et de collèges.

Pouvoirs corporatifs. **5.** La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires, et spécialement elle peut:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des séminaires, collèges, établissements d'enseignement, maisons d'éducation, résidences de clercs, maisons de repos, chapelles, centres récréa-

to be instituted by this act, as appears by a resolution passed at a meeting of its members held in the town of Sainte-Thérèse on the eleventh of October, 1957, and presided over by His Eminence Paul-Émile Cardinal Léger, archbishop of Montreal;

Whereas it is expedient to grant the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. A corporation, hereinafter called the "corporation" is constituted by this act under the name, in French, of "Séminaire de Sainte-Thérèse" and, in English, of "Seminary of St. Therese".

2. The corporate seat of the corporation shall be in the town of Sainte-Thérèse, in the electoral district of Terrebonne.

3. The priest at the time appointed rector of the seminary by the visitor hereinafter mentioned, who shall have power to dismiss him at will, shall be the member of the corporation.

In the absence or inability to act of the rector, the vice-rector of the seminary, also appointed by the visitor, shall act as the member of the corporation.

The corporation shall continue to exist though it have no member.

4. The objects of the corporation are the education and instruction of young men and especially the administration and direction of seminaries and colleges.

5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following:

a. to have a seal and alter it at will;

b. to appear before the courts;

c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage seminaries, colleges, teaching establishments, educational establishments, places of abode for clercs, rest homes, chapels, recrea-

tifs, bibliothèques, salles publiques, terrains de jeux, maisons d'employés;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle, par tout mode légal quelconque, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs, et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir, ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ses garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicomis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom ou soit au nom de fiduciaires;

k) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

l) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

m) établir et maintenir des cimetières, et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1941, chapitre 316) et tenir des registres de l'état civil constatant ces inhumations;

n) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance, et contribuer ou aider de toute manière à

tional centres, libraries, public halls, playing grounds, houses for employees;

e. to bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f. to borrow money on its credit by any method recognized by the law;

g. to hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. to issue bonds or other title of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the latter;

j. to invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

k. to accept any gift, legacy or other liberality;

l. to acquire, possess, administer and alienate any moveable and immovable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

m. to establish and maintain cemeteries and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members and benefactors or of any person in any way connected with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 316) and to keep registers of civil status evidencing such interments;

n. to erect, possess, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its ends, on its immovables or on those of which it has the enjoyment and contribute or aid in any manner in the erection,

l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

o) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien des clercs et des personnes à son service;

p) céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres gratuitement ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

q) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

r) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui peut paraître de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

s) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

t) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

u) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

Immeubles in-utilisés.

6. La corporation doit disposer, dans un délai raisonnable, des immeubles qui, pendant une période de dix années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Règlementation.

7. La corporation peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant:

equipment and maintenance of such works and buildings;

o. to provide for the education, instruction, sustenance and support of the clergy and persons in its service;

p. to cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

q. to make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its ends, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

r. to solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

s. to make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

t. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

u. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Immoveables not utilized.

6. The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immoveables which, for a period of ten consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

Regulations.

7. The corporation may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting:

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et la rémunération de ses officiers, membres de son personnel, agents et serviteurs;
- c) la constitution, la composition et la régie d'un conseil de consultants dont l'assentiment préalable peut être requis par la présente loi ou par ses règlements pour l'accomplissement de certains actes;
- d) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;
- e) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;
- f) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.

- a. its internal management;
- b. the appointment, functions, duties and remuneration of its officers, the members of its staff and its agents and servants;
- c. the constitution, composition and management of a council of advisers whose previous approval may be required by this act or by its by-laws for the performance of certain acts;
- d. the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its object and charged with the exercise of all or some of its powers;
- e. the administration, management and control of its property, works and undertakings;
- f. the pursuit of its objects generally.

Appro-
bation.

Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du visiteur de la corporation.

Such by-laws shall come into force upon approval by the visitor of the corporation. Approval.

Fonda-
tions.

8. La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur, accepter des fondations pour fins religieuses, charitables ou éducatives et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal, ministre fiduciaire, légataire et donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

8. The corporation, when authorized by its visitor, may accept endowments for religious, charitable or educational purposes and consequently receive, as legal depositary, fiduciary agent, legatee and donee, the property given or transmitted by gift, will or otherwise, by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Endow-
ments.

Sous
seing
privé.

Les fondations consenties à la corporation sous le régime du présent article peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constate est signé par le fondateur; elles ne peuvent ensuite être révoquées que du consentement de la corporation.

The endowments made to the corporation under this section may be made under private signature and shall be valid and deemed accepted as soon as the deed evidencing them is signed by the founder; they cannot thereafter be revoked except with the consent of the corporation.

Under
private
signature.

Patri-
moine
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré individuellement avec une comptabilité distincte pour chacun d'eux. La corporation exerce sur chaque tel patrimoine, les droits de propriétaire absolu et peut employer un sceau particulier pour chacun.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, with separate book-keeping for each. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each such patrimony and may use a special seal for each.

Distinct
patri-
mony.

Droit de contrôle.	Les droits de contrôle reconnus au visiteur de la corporation par l'article 14 s'appliquent à tout acte posé par cette dernière en exécution des pouvoirs résultant du présent article.	The rights of control vested in the visitor of the corporation by section 14 shall apply to all act done by the latter in the exercise of the powers resulting from this section.	Right of control.
Pouvoirs.	9. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants: a) le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles; b) le pouvoir de placer ses capitaux; c) le pouvoir de faire de nouvelles constructions; d) le pouvoir de faire des emprunts de deniers; e) le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner ou d'abandonner une œuvre ou entreprise; f) le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 8. g) les pouvoirs énoncés aux paragraphes g, h, i, j, m, p, q, r, s, et t de l'article 5.	9. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers: a. the power to acquire or to alienate immoveables; b. the power to invest its capital; c. the power to erect new constructions; d. the power to borrow money; e. the power to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking; f. the power to accept the endowments referred to in section 8; g. the powers enumerated in paragraphs g, h, i, j, m, p, q, r, s and t of section 5.	Powers.
Change-ment de nom.	10. La corporation, préalablement autorisée par son visiteur, peut modifier son nom corporatif avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.	10. The corporation when previously authorized by its visitor may change its corporate name, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council.	Change of name.
De siège social.	La corporation, préalablement autorisée par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province.	The corporation when previously authorized by its visitor may change the place of its corporate seat, which must be located in the province.	Of corporate seat.
Avis.	Avis est donné avec diligence au secrétaire de la province de toute telle modification, et cet avis est publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	Notice shall be given promptly to the Provincial Secretary of every such change, and such notice shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Notice.
Fonds d'amortissement.	11. La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.	11. The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.	Sinking-fund.
Acte de fiducie.	La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.	The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.	Trust deed.
Valeurs mobilières.	12. Les bons et obligations de la corporation sont considérés des valeurs mobilières qui, au sens de l'article 9810 du Code civil, peuvent valablement être	12. The bonds and debentures of the corporation shall be deemed securities which, within the meaning of article 9810 of the Civil Code, may validly be acquired	Securities.

acquises et détenues par ceux administrant des biens appartenant à autrui.

and held by persons administering property belonging to others.

Visiteur. **13.** Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant, à l'occasion, la fonction d'évêque catholique romain de la division ecclésiastique comprenant dans ses limites, l'endroit du siège social de la corporation.

13. The visitor of the corporation ^{Visitor.} shall be the clergyman acting, for the time being, as Roman Catholic bishop of the ecclesiastical division comprising in its limits the place where the corporate seat of the corporation is located.

Pouvoirs. **14.** Le visiteur peut, en tout temps, visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de telles œuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire pour telles fins.

14. The visitor may visit the corporation ^{Powers.} at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

Registres. **15.** La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

15. The corporation must keep at its ^{Registers.} corporate seat one or more registers containing:

a) une copie de la présente loi;
b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre, et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;

a. a copy of this act;
b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
c. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of every member and of every visitor of the corporation indicating, as regards each, the date of his admission or entry into office and the date when he ceased to be a member or to hold office;

d) les nom, prénoms et occupation de chaque membre du conseil des consultants de la corporation en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé de l'occuper;

d. the surname, Christian names and occupation of every member of the council of advisers of the corporation indicating, as regards each, the date of his entry into office and the date when he ceased to hold such office;

e) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

e. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

f) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacun, le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier, ou pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

f. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Force probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés au sceau de la corpo-

Such registers shall make *prima facie* ^{Proof.} proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and

ration et certifiés par le membre ou le secrétaire de la corporation.

Extraits. Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, extrait certifié.

Preuve de membre. **16.** Un certificat du chancelier du diocèse de Saint-Jérôme ou, le cas échéant, du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne est le membre de la corporation, fait partie de son conseil de consultants ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

Dissolution. **17.** Le visiteur, par un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, peut dissoudre la corporation; en tels cas de dissolution, ses biens, après paiement de ses obligations, sont attribués à tel visiteur.

Effet. Cette dissolution toutefois, ne prend effet qu'à compter du cinquantième jour de la date de la publication de tel avis.

8 Vict., c. 100, ab. etc. **18.** La loi 8 Victoria, chapitre 100, est abrogée. La corporation dite "Corporation du Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse" constituée par ladite loi abrogée, est dissoute.

Décisions validées. Les décisions de ladite corporation prises à des assemblées auxquelles n'ont pas été convoqués l'Archevêque de Montréal et le Curé de Sainte-Thérèse, sont par les présentes, nonobstant leur absence et le défaut de les convoquer, déclarées valides, obligatoires et légales comme si ces personnes avaient été régulièrement convoquées ou présentes à ces assemblées.

Propriété confirmée. La corporation constituée par la présente loi succède à ladite corporation éteinte, est saisie et déclarée propriétaire des biens détenus par cette dernière et est tenue de ses dettes et obligations; toute disposition de biens faits en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation présentement constituée, et toutes procédures qui auraient pu être commencées par ou contre telle corporation éteinte peuvent être valablement commencées ou continuées par ou contre la corporation présentement constituée.

Enregistrement. La corporation doit faire enregistrer suivant les lois d'enregistrement aux bu-

certified by the member or the secretary of the corporation.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

16. A certificate of the chancellor of the diocese of Saint-Jérôme, or of the diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that a person is the member of the corporation, belongs to its council of advisers or holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

17. The visitor, by a notice published in the *Quebec Official Gazette*, may dissolve the corporation, in which case its property, after payment of its obligations, shall become the property of such visitor.

Such dissolution, however, shall take effect only from the fiftieth day after the date of publication of such a notice.

18. The act 8 Victoria, chapter 100, is repealed. The corporation known as "Corporation du Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse" created by the said repealed act, is dissolved.

The decisions of the said corporation taken at meetings where the Archbishop of Montreal and the Rector of Sainte-Thérèse have not been called, are hereby, notwithstanding their absence and the failure to call them, declared valid, binding and legal as if such persons had been regularly called or present at such meetings.

The corporation constituted by this act succeeds the said dissolved corporation, is seized and declared owner of the property held by the latter and responsible for its debts and obligations; any disposal of property made in favour of the dissolved corporation is deemed to be made to the corporation hereby constituted and all proceedings which might have been commenced by or against such dissolved corporation may be validly commenced or continued by or against the corporation presently constituted.

The corporation shall cause to be registered, in conformity with the laws

reaux d'enregistrement de la situation des immeubles, une déclaration alléguant la transmission de biens résultant de la présente loi et décrivant, suivant la loi, les immeubles ainsi transportés.

respecting registration, in the registry offices of the localities where its immovables are situated, a declaration setting forth the transmission of property resulting from this act and describing, according to law, the immovables so transmitted.

Donations autorisées.

19. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de son séminaire et des additions, dépendances et succursales, et ce, par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

19. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the province are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the considerations thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its seminary and of additions, dependencies and branches thereof and this by resolution passed by a majority of the directors then present at a meeting called for the purpose, provided that there be a quorum at such meeting.

Grants authorized.

Entrée en vigueur.

20. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

20. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.